



Dr. Constantin Tsakas est Délégué Général de l'Institut de la Méditerranée et Secrétaire Général du FEMISE. Il est titulaire d'un doctorat en économie de l'Université d'Aix-Marseille. Ses principaux intérêts de recherche sont l'entrepreneuriat social, l'innovation, le développement durable, les questions climatiques et l'intégration commerciale.

Il est co-auteur de nombreux rapports FEMISE sur les économies du sud de la Méditerranée et a contribué à des publications d'organisations internationales telles que la BEI, l'AFD et la Banque africaine de développement.

Dr. Tsakas est aussi Maître de Conférences SciencesPo au campus méditerranéen de Menton.

Email: c.tsakas@femise.org

Mots-clés: Covid-19, Inégalités, Economie, Coopération, Intégration, Développement Durable, Santé, Moyen-Orient, Méditerranée.

Implications de la crise du coronavirus en Méditerranée et au Moyen-Orient

par Dr. Constantin Tsakas

1. Résumé

La récente crise du coronavirus menace les santés, les économies et les sociétés de tout pays, quel que soit son niveau de développement. Dans les pays du Moyen-Orient et du Sud de la Méditerranée la lutte contre la pandémie est encore plus compliquée. Elle doit se faire avec des moyens sanitaires et économiques limités par rapport à d'autres régions. Par ailleurs, elle a lieu dans un contexte social et géopolitique unique dans ses divisions. Ce Brief suggère de relancer la coopération en Méditerranée suite à la crise et d'élaborer des stratégies UE-Med dans des secteurs clés. Dans ce cadre, il fournit des réflexions, sur le court terme et le long terme, pour prévenir une « pandémie d'inégalités » dans la région. Il propose d'ouvrir l'accès aux soins pour les travailleurs informels, d'investir dans le numérique, de repenser les chaînes de production intelligemment, d'appuyer l'entrepreneuriat social et de revoir les conditions du remboursement de la dette des pays de la région. L'objectif de ce Brief est d'ouvrir la voie pour davantage d'analyses thématiques et de prescriptions, qui pourront être explorées tout au long de cette série produite conjointement par le CMI et FEMISE.

2. Vulnérabilités générales qu'a fait émerger la crise du Covid-19 en Europe

En Europe, la pandémie du coronavirus a fait émerger de nombreuses vulnérabilités dans nos systèmes et dans nos sociétés.

- Sur le **plan sanitaire**, la crise a fait apparaître des manques dans nos systèmes hospitaliers. Ceci est flagrant dans les pays plus avancés, où les systèmes de soins ont été surchargés en raison de la pénurie de lits d'hôpitaux et d'équipements de base. L'épidémie aura montré de façon dramatique la difficulté de ces pays à disposer de suffisamment de masques et de solutions hydro-alcooliques au sein même des établissements de santé.

- Sur le **plan économique**, les modèles d'externalisation de la production comme le « Just in time », qui minimise le stockage dans l'espace et le temps, n'ont pas fonctionné face à un choc imprévu, avec un impact considérable dans l'industrie chimique, automobile et dans l'équipement médical. La pandémie actuelle montre qu'il serait peut-être utile que les entreprises puissent pouvoir raccourcir les chaînes de valeur et rapprocher les lieux de production, notamment quant il s'agit de biens de première nécessité, ce qui serait également plus cohérent avec les préoccupations environnementales.

COVID-19 MED BRIEFS

- Sur le **plan social et humain**, la pandémie de Covid-19 a accentué des inégalités existantes qui auraient dû être traitées, a fait bondir le chômage massif, et a mis sous pression les liens sociaux. La cohésion sociale pourrait être sérieusement menacée à moyen terme.

- Sur le **plan environnemental**, la crise nous rappelle que notre relation arrogante avec la nature doit cesser. Le changement climatique, la perte de biodiversité, l'émergence de pathogènes sont tous interdépendants.

- Sur le **plan politique**, enfin, la coordination aura mis du temps et il s'est avéré difficile de collaborer et de trouver des solutions régionales. Il restera à voir dans les prochains mois si elle sera à la hauteur des enjeux.

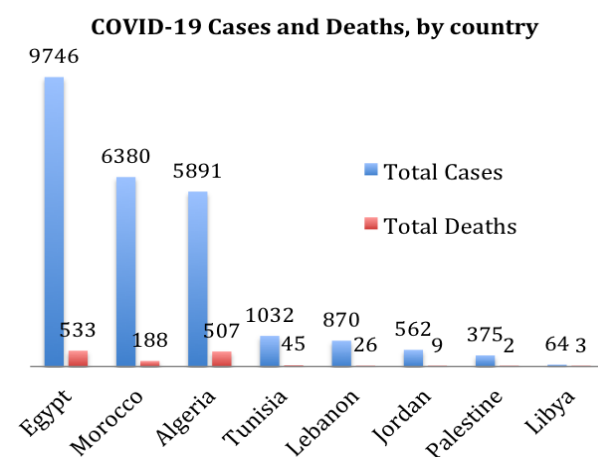
3. Des vulnérabilités économiques, sociales et politiques spécifiques au Sud et l'Est de la Méditerranée

Les vulnérabilités évoquées ci-dessus s'aggravent encore dans les pays de l'Est et du Sud de la Méditerranée dont des conditions pré-existantes exacerbent la crise. Bien qu'il existe des différences d'un pays à l'autre, la région dans son ensemble n'est pas suffisamment préparée pour faire face à l'impact d'une telle pandémie. Un large pourcentage des populations vivent dans des endroits où les services de santé publics sont médiocres ou pratiquement inexistantes. Parmi les explications se trouvent: le manque de ressources matérielles, des dépenses publiques absorbées par d'autres secteurs, des dysfonctionnements institutionnels, la fuite des cerveaux, un manque de transparence dans la communication de crise, et des déplacements forcés de populations résultant de conflits.

- En regardant le nombre de décès dans la région liés au Covid-19 la première impression serait plutôt rassurante. Au 12 Mai, l'on comptait à peine 533 décès en Egypte, pays qui enregistre 100 millions d'habitants. La Jordanie, qui avoisine les 10 millions d'habitants, comptait seulement 9 décès. Ces chiffres, loin de ceux que l'on observe dans la plupart des pays européens, pourraient s'expliquer par le fait que la crise en est encore à ses prémises. Des facteurs démographiques pourraient aussi expliquer cela, s'agissant de pays extrêmement jeunes. **Néanmoins, une autre explication pourrait se trouver dans le très faible niveau de tests et de reporting.** En effet, si l'on regarde le nombre de tests effectués par million d'habitants, la situation dans la plupart des pays de la région devient plus inquiétante. Le nombre de personnes testées par million est actuellement de seulement 879 en Egypte, 473 en Libye et 148 en Algérie, les classant respectivement à la 146e, 165e et 173e position au niveau mondial [1]. Chaque pays peut avoir une différente stratégie par rapport à qui doit être testé. Néanmoins, il n'est pas à exclure qu'en se basant sur des chiffres, qui potentiellement sous-estimeraient l'impact de la pandémie, certains pays seraient en train de minimiser son étendue et impact.

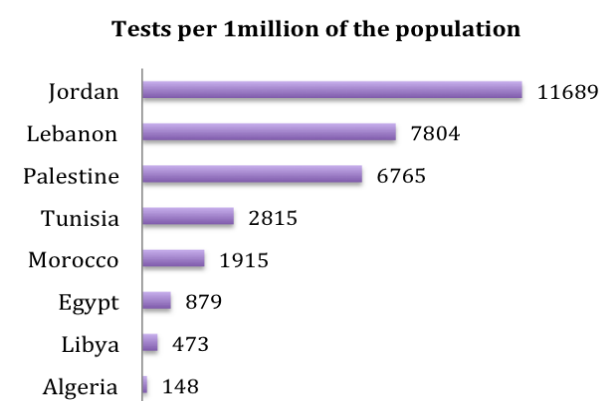
- Les progrès réalisés dans les services publics de nombreux pays de la région au cours des précédentes décennies ont de manière générale été **affectés suite à la crise économique et aux révolutions qui ont suivi.** La part du PIB consacrée à la santé est aujourd'hui autour de 5 %

Graphique 1. Cas et décès dus au COVID-19 par pays



Source : Worldometers, May 12 update : <https://www.worldometers.info/coronavirus/>

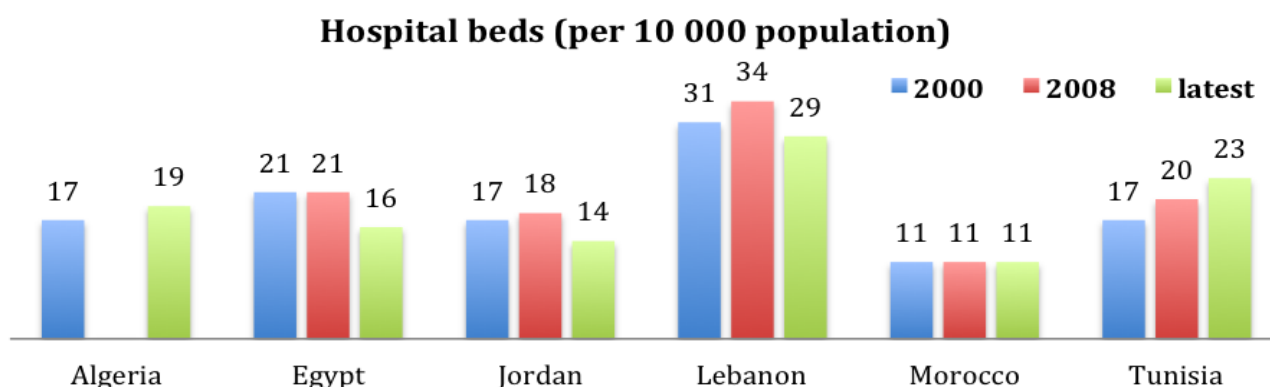
Graphique 2. Tests par 1million de population



Source : Worldometers, May 12 update : <https://www.worldometers.info/coronavirus/>

COVID-19 MED BRIEFS

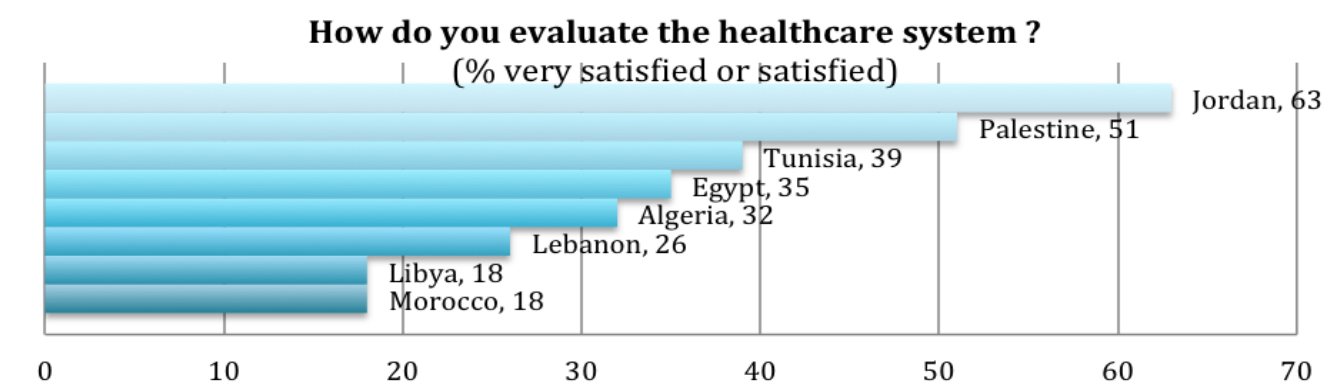
Graphique 3. Lits d'hôpitaux pour 10 000 habitants



Source : World Health Organization statistics

dans les pays du Sud et l'Est de la Méditerranée (contre 12 % en Europe) et on observe aussi une part relativement faible des dépenses de santé dans les budgets des états [2]. L'une des principales manifestations de cette dégradation est la forte baisse de la qualité de la santé. On note par exemple que la disponibilité en lits d'hôpitaux a été réduite dans des pays comme l'Égypte, la Jordanie et le Liban qui, après 2008, ont connu une baisse de lits disponibles de 24%, 22% et 15% respectivement (WHO stats). La Tunisie a été le seul pays qui a connu une croissance de lits disponibles pendant cette même période. Le financement de la dépense de santé se fait en grande partie par les ménages (45 % contre 12 % dans les pays de l'OCDE) ainsi qu'en ayant recours à une médecine privée onéreuse. La part du financement des assurances publiques (sécurité sociale) dans la dépense publique totale de santé (DTS) reste quant à elle très faible, elle est de 17% au Liban, de 12% en Algérie et de 9% en Égypte [3]. Selon les dernières enquêtes réalisées par le Baromètre Arabe, la majorité des populations de la région déclarent être insatisfaites ou très insatisfaites par les services de santé. Au Liban, en Libye et au Maroc, moins de 30% de la population se déclare satisfaite.

Graphique 4. Quelle évaluation du système de santé?



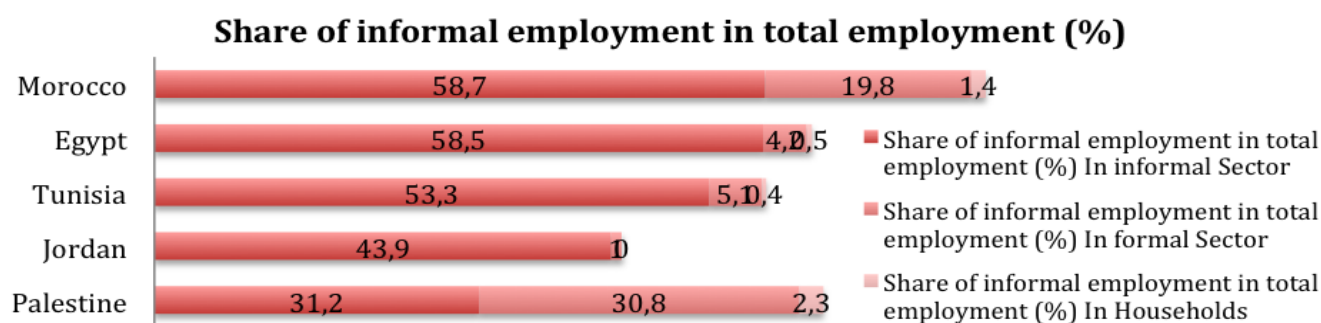
Source : Arab Barometer (2019), disponible à : https://www.arabbarometer.org/wp-content/uploads/ABV_Health_Report_FINAL_Public-Opinion-2019.pdf

- Les pays de la région n'ont également pas été épargnés par les conflits et la crise des réfugiés, qui ajoutent de la pression additionnelle sur les systèmes de santé. De la Libye à la Syrie, les conflits empêchent de nombreux pays de tester efficacement l'ensemble de leur population au virus Covid-19, ce qui pourrait expliquer, en partie, les chiffres ci-dessus. Au moins 12 millions de réfugiés et de personnes déplacées vivent en Irak, en Jordanie, au Liban et en Turquie (Refugees International 2020)[4]. Néanmoins, des systèmes de santé « débordés » ont peu de place pour les réfugiés malades et les migrants illégaux qui courent un risque accru de contracter le coronavirus (United Nations, 2020). Pour les réfugiés syriens qui doivent faire face à des obstacles à la circulation et à une pauvreté croissante, les conséquences peuvent être mortelles [5]. Le mouvement

de réfugiés en quête d'une meilleure situation (et espérant avoir accès à des soins de santé) pourrait être un facteur d'aggravation de la crise sanitaire pour la région MENA mais aussi potentiellement pour des voisins immédiats comme l'Union Européenne.

- Sur le plan social, comme le souligne un récent Med Brief du FEMISE, même dans les pays les plus stables **de larges fractions de la population sont traditionnellement privées d'accès aux soins de santé**, principalement parce qu'elles travaillent dans le secteur informel (Makhloufi, Abu-Zaineh et Ventelou, 2019). Les pays de la région MENA affichent des taux de chômage et d'informalité très élevés (voir graphique ci-dessous) qui surpassent ceux de n'importe quelle autre région dans le monde. Cela est dû en partie à une forte croissance démographique et au fait d'avoir privilégié la création d'emplois dans des secteurs à faible valeur ajoutée associés à un emploi informel élevé (ex. la construction). En moyenne, un pays de la région MENA produit environ un tiers de son PIB et emploie 65% de sa main-d'œuvre de manière informelle (Gatti et al, 2014) [6]. Cela signifie qu'environ les deux tiers des travailleurs de la région pourraient ne pas avoir accès à une assurance maladie.

Graphique 5. Part de l'emploi informel dans l'emploi total (%)



Source : ILO (2018), *Women and men in the informal economy: a statistical picture (third edition)* / International Labour Office – Geneva. *La part totale de l'emploi informel est divisée en emplois informels dans le secteur informel (unités économiques informelles), dans le secteur formel (y compris les unités gouvernementales et les institutions sans but lucratif) et dans les ménages (en tant que travailleurs domestiques rémunérés ou travailleurs indépendants produisant des biens exclusivement pour leur propre usage final par leurs ménages).

- Sur le plan économique, enfin, la plupart des activités ont été rapidement interrompues. Des autorisations ont été mises en place pour des activités stratégiques telles que l'agro-alimentaire et certaines industries. Mais à partir du mois de Mai, les restrictions ont commencé à être partiellement levées dans certains pays. Le Liban a progressivement commencé à ouvrir les différents secteurs économiques sur une période de cinq semaines. En Algérie, le verrouillage complet de certaines villes a pris fin, tandis que les couvre-feux, notamment à Alger, ont été assouplis. La Jordanie a levé toutes les restrictions à l'activité économique et a rouvert tous les secteurs économiques. De façon générale, les pays de la région **peuvent difficilement se permettre de mettre à l'arrêt leurs économies de manière prolongée**. C'est un problème auquel les pays à revenu intermédiaire sont confrontés, d'autant plus ceux d'une région frappée par un taux de chômage des jeunes le plus élevé au monde. Les estimations préliminaires de la CESAO suggèrent que les pays arabes pourraient perdre 42 milliards de dollars de produit intérieur brut [7]. En outre, ils pourraient perdre au moins 1,7 million d'emplois en 2020.

- Alors que leurs voisins européens ont dévoilé d'ambitieux programmes de soutien à leurs entreprises, les pays de l'Est et du Sud de la Méditerranée ont offert un soutien plus modeste. La Tunisie fait partie de ceux qui ont annoncé une série de mesures fiscales et financières visant à préserver les postes d'emploi et la pérennité des entreprises économiques. Les 23 mesures annoncées le 22 Mars incluent la possibilité pour les entreprises les plus touchées de rééchelonner leurs dettes fiscales sur une période pouvant atteindre 7 ans, la création d'un fonds de soutien aux PME d'un montant de 300 MDT ou encore la création par la CDC d'un fonds d'investissement de 500 MDT qui sera destiné au renforcement des fonds propres

des entreprises pour la sauvegarde des emplois [8]. Au Maroc, les autorités ont créé un fonds spécial dédié à la gestion de la pandémie, à hauteur de 2,7% du PIB, financé par le gouvernement et par des contributions volontaires qui seront déductibles d'impôt. Les autorités budgétaires d'autres pays de la région ont aussi annoncé des programmes financiers d'appui et de soutien fiscal aux entreprises et aux particuliers, et ce pour l'atténuation des risques économiques et sociaux, garantir la pérennité des emplois, la viabilité des entreprises et prémunir les couches les plus vulnérables. Mais de manière générale, **la marge de manœuvre en termes de revenus fiscaux et budgétaires est très limitée dans la région**, ce qui rend particulièrement difficile la définition de plans de relance économique et de santé, sauf s'ils reçoivent un appui financier externe, ce qui est en déjà en cours avec le FMI et la Banque Mondiale. Par ailleurs, l'effondrement du tourisme pourrait à lui seul réduire le PIB cette année de 2 à 3% en Jordanie, en Égypte, au Maroc et en Tunisie [9]. Les envois de fonds des remises des pays du Golfe et de l'Europe, source vitale de devises, seront également fortement affectés.

Dans la région MENA, une contraction de 10% pourrait exacerber la tendance à la hausse de la **pauvreté jusqu'à atteindre les niveaux d'il y a 30 ans...** [10] Le fardeau économique du confinement pèse de manière disproportionnée sur les plus démunis, y compris sur les paysans dans les zones rurales. Nombreux sont les ménages qui ne peuvent pas se permettre de manquer de revenu pendant des semaines ou des mois. Il ne fait également aucun doute que des indicateurs de développement humain tels que la mortalité infantile, la malnutrition et le niveau de scolarité seront également gravement touchés. Dans des pays où les emplois informels représentent deux tiers des revenus du travail et ne peuvent être tenus à distance, l'urgence actuelle pourrait transformer les nombreux défis sanitaires, sociaux et économiques existants en une crise humanitaire aussi bien que (de nouvelles) crises politiques et entraîner une vague inédite de révolutions. Jusqu'à ce qu'une solution mondiale, telle qu'un vaccin, devienne disponible, le coût des restrictions drastiques imposées par les pays méditerranéens pourrait devenir insupportable pour leurs populations.

4. Pistes de réflexions pour prévenir une « pandémie d'inégalités »

Il est bien trop tôt pour connaître l'envergure exacte de l'impact du coronavirus dans la région Méditerranéenne. Face à l'incertitude économique mondiale, il est difficile de prédire quels pays seront les plus touchés et quels canaux indirects causeront davantage de vulnérabilités économiques, sociales, sanitaires et politiques.

À l'issue de cette crise, les pays de la région devront se livrer à un examen approfondi des disparités sociales qui auront causé les impacts les plus dévastateurs pour leur société. Puis, il s'agira de les traiter efficacement et de relancer leurs économies. La coordination, le partage d'informations et de ressources pourraient leur être très avantageux dans cette démarche. Le choix d'une coopération renforcée, en mettant l'accent sur une intégration régionale intelligente, pourrait l'être également.

Dans cette logique, quelques réflexions sur le court terme et le long terme de l'après Covid-19 en Méditerranée méritent d'être évoquées. Elles pourraient donner lieu à davantage d'analyses thématiques et de réflexions dans le cadre de cette série de Policy Briefs.

Une relance économique nécessaire et un besoin de réfléchir à son financement

Court terme : Pour ceux qui ne l'ont pas encore fait, les gouvernements pourraient songer à instaurer des **fonds de solidarité** pour verser des aides aux entreprises particulièrement touchées par les conséquences du Covid-19 et par les mesures de confinement. Il serait intéressant de réfléchir aux solutions concrètes qui pourraient être offertes aux entreprises, notamment exportatrices, aux exploitations agricoles et aux ménages. Plus particulièrement, le secteur informel a été fortement perturbé et pourtant c'est là qu'une grande majorité

COVID-19 MED BRIEFS

de la population de la région tire une source de revenu. Les gouvernements pourraient mettre en place un plan de reconstruction des petites entreprises pour relancer leur activité à la fin de la pandémie.

Long terme : Les pays auront besoin de véritables plans de stabilisation et de relance. Une réflexion sur la question du financement sera cruciale, d'autant plus quand on connaît les étroites limites budgétaires et financières des pays de la région.

Sur le **plan macroéconomique :**

- Premièrement, **les banques centrales devront continuer à jouer leur rôle.** Jusqu'à maintenant, elles ont généralement bien réagi, en injectant les liquidités qu'elles possédaient. Par exemple en Tunisie, la banque centrale a injecté 9.9 milliards de dinars pour remédier à l'insuffisance de la liquidité bancaire. Au Maroc, Bank-Al-Maghrib a injecté plus de 87 milliards de dirhams pour soutenir l'économie et a également pris des mesures d'accompagnement des établissements de crédit sur un plan prudentiel, couvrant les exigences en matière de liquidité, fonds propres et de provisionnement des créances [11]. La Banque centrale d'Égypte (CBE) a elle aussi annoncé des mesures, notamment qu'elle allait octroyer aux établissements touristiques des prêts de deux ans avec un délai de grâce de 6 mois.

- Les banques nationales privées devront aussi prendre **acte de leur responsabilité sociale.** Cela peut inclure des mesures comme le report des remboursements de crédits pour les entreprises, des relais avec des mesures gouvernementales (ex. report d'échéances sociales ou fiscales), l'augmentation de prêts aux entreprises locales etc. Ici, interviennent aussi les questions importantes d'allègement transitoire des dispositifs prudentiels.

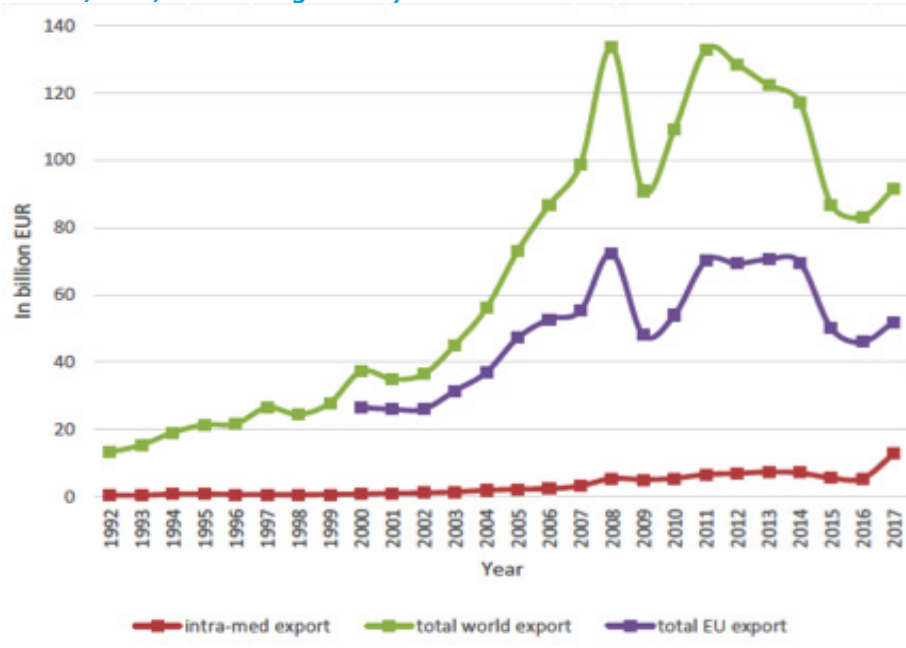
- Enfin, les pays de la région ont besoin d'un **allègement de leur dette et des conditions de son remboursement.** Le FMI et la Banque mondiale ont déjà appelé conjointement le 25 mars 2020 en faveur d'un moratoire sur le paiement de la dette pour les pays les plus démunis. Cette dernière menace de créer une urgence mondiale pour le développement de la même manière que la pandémie crée une urgence sanitaire. Les deux pourraient entraîner de graves troubles sociaux et une instabilité généralisée dans la région et dans l'ensemble des pays en développement. Si la pandémie dure trop longtemps, les pays de MENA pourraient bientôt manquer de devises pour rembourser leur dette, étant lourdement dépendants des recettes du tourisme et des envois de fonds. Les institutions de financement du développement (IFD) auront donc un rôle clé, tant pendant la crise qu'après. La Banque mondiale a déjà activé la composante d'intervention d'urgence (CERC), par exemple, dans le cadre du «Projet de transformation du système de santé en Égypte» de 7,9 millions de dollars pour financer les activités d'intervention d'urgence liées à l'épidémie de Covid-19 en Égypte. L'activation de la CERC soutiendra le gouvernement égyptien dans la mise en œuvre d'un plan préventif pour faire face à la pandémie [12]. Le Fonds monétaire international (FMI) a quant à lui récemment accordé à la Jordanie un prêt de 400 millions de dollars [13].

Concernant **les dynamiques sectorielles :**

- Premièrement, le temps semble opportun de **repenser intelligemment les chaînes de production et de se donner la chance pour aller davantage vers l'intégration Sud-Sud et pour des chaînes UE-Méditerranée.** L'intégration commerciale régionale reste encore beaucoup trop faible (graphique 6) comme le suggère une étude récente d'Ecorys, CASE et FEMISE [14]. L'ère post-coronavirus pourrait être une opportunité pour que les autorités et les entreprises repensent ces chaînes à l'intérieur de la région (de la Méditerranée pour la Méditerranée), en considérant l'intégration régionale comme un facteur d'insertion dans l'économie globale. De manière générale, des leçons seront à tirer en termes de choix de nouvelles tendances sectorielles et de stratégies de développement. Certaines de ces tendances émergeront à la suite de la crise sanitaire et

COVID-19 MED BRIEFS

Graphique 6. Exportations des pays du Sud de la Méditerranée (vers le monde, l'UE, et intra-régionales)



Source : Ecorys, CASE et FEMISE

économique, et auront comme objectif de sécuriser l'approvisionnement en biens alimentaires et de sécuriser l'approvisionnement productif dans le cas où certaines entreprises/filières de production auraient été gravement perturbées par le manque d'intrants. La régionalisation des chaînes de production et d'approvisionnement pourrait contribuer aussi à élargir les espaces de stockage. Des villes/térritoires disposant d'un port, d'une liaison ferroviaire, d'un aéroport pourraient renaitre, assumer une nouvelle identité et une nouvelle dynamique. Le potentiel d'intégration régionale est également élevé dans la production d'énergies renouvelables, compte tenu des ressources solaires et éoliennes

abondantes, des terrains plats non utilisés et de la proximité avec l'UE. Ici, le **Forum méditerranéen sur l'électricité et le changement climatique du CMI**, créé en 2015, pourrait s'avérer utile pour discuter des avantages de l'intégration du marché régional des énergies renouvelables post Covid-19.

- Deuxièmement, **l'investissement dans le numérique pourrait être un choix stratégique**. Le numérique ouvre des perspectives de croissance plus inclusive et plus durable, contribuant à désenclaver les régions les plus défavorisées et à intégrer dans la vie économique une plus large part de la population. Si l'on prend le système de santé, face au manque d'infrastructures et au manque de personnel en particulier en milieu rural, le numérique pourrait permettre : (i) des consultations et des prescriptions à distance pour les diagnostics simples, la prévention et la détection de maladies graves ; (ii) la diffusion de soins de base et de pratiques à respecter; et (iii) l'élargissement et l'amélioration des soins médicaux malgré les barrières économiques et géographiques par une mise en connexion des centres de soins avec les grands hôpitaux ainsi que les hôpitaux entre eux (Augier et François, 2019)[15]. Les gains seraient également très importants concernant l'accès aux services financiers et à l'éducation. Des réformes dans l'enseignement et la formation professionnelle seront nécessaires, pour développer chez les jeunes de nouvelles compétences, numériques mais aussi interpersonnelles, pour mieux répondre au « mismatch » entre diplômés et aux besoins du marché de travail. Toutes ces questions méritent d'être étudiées davantage.

- Troisièmement, **il serait enfin temps de miser sur l'Entrepreneuriat Social (ES) et sur la Finance à impact social dans la région**. Une caractéristique principale de l'ES est son ambition à trouver des réponses innovantes aux questions socio-économiques délaissées par le secteur marchand pour leur faible rentabilité, ainsi que par le secteur public dans un contexte d'austérité budgétaire (Tsakas et Moukaddem, 2019)[16]. Les entrepreneurs sociaux innovants dans la région sont actifs dans les services à la personne, la santé, l'insertion professionnelle, l'agriculture, la culture ou encore le logement social. Pour que l'ES devienne un élément essentiel de la politique de développement économique et social dans les pays méditerranéens il faut développer, voir réinventer, l'écosystème d'innovation sociale. Notamment, une « finance sociale » permettant un accès à la liquidité et au crédit est nécessaire, les entrepreneurs sociaux n'arrivant souvent pas à financer leur projet. Cela implique de généraliser la présence d'institutions financières de gestion de la « finance sociale ».

Celles-ci peuvent assumer un triple rôle en agissant comme i) intermédiaire entre l'Etat et les entreprises sociales, ii) médiateur entre les entreprises sociales et les institutions locales (comme les banques islamiques, les institutions de microfinance et iii) intermédiaire entre les entreprises sociales et les institutions financières internationales. Une panoplie d'outils est par ailleurs disponible et mérite d'être mieux appuyée par les autorités. Elle inclut la finance islamique, la microfinance, le financement participatif ou encore les Social Impact Bonds qui permettent de faire financer des programmes sociaux par des investisseurs privés. Tous ces instruments peuvent être un appui, mais pas un substitut, aux initiatives de développement territorial inclusif du secteur public.

- Enfin, dans le secteur de la santé, les gouvernements pourraient garantir **l'accès égalitaire aux soins** pendant cette période d'urgence, où chaque personne dans le besoin devrait avoir accès aux soins de base, indépendamment de son lieu de résidence et de son statut juridique. Puis, dans le **long terme**, il faudrait réfléchir à un paradigme plus solidaire. Plus précisément :

- un effort sera nécessaire pour **cartographier** les groupes vulnérables (ex. les sans papiers, les sans-abri) qui changent à cause de la pandémie, et pour concevoir ensuite des politiques spécifiques d'accès aux soins.

- Les nombreux **travailleurs informels** devront être pris en compte. Comme l'ont montré des chercheurs de FEMISE (Makhloufi, Abu-Zaineh et Ventelou, 2019) en étudiant le cas tunisien, la majorité de la population non couverte par la sécurité sociale semble être disposée à adhérer à une assurance maladie non-subsidiée qui fonctionne sur une base volontaire et contributive, mais qui aggrave les disparités de revenu. L'informalité, en soi, ne devrait pas être un obstacle incurable pour réaliser une couverture sanitaire universelle.

- dans leur quête pour une couverture sanitaire universelle (CSU), les pays doivent explorer des **stratégies de financement alternatives**. Compte tenu de l'espace budgétaire limité, les politiques pourraient avoir de différentes implications pour la viabilité budgétaire et pourraient aggraver les inégalités intergénérationnelles, dépendant de leurs effets sur le ratio dette publique/PIB.

La coopération UE-Med, une clé pour le développement de la région

Ces dernières semaines, nous avons vu nombre de **projets régionaux se rassembler** pour mettre en place des mesures collectives. En Afrique notamment, ou l'**Union Africaine** a lancé une stratégie continentale, fournissant une formation et une expertise stratégique à ses États membres.

En Méditerranée, **la coopération avec l'UE pourrait être un facteur clé pour le développement** :

- Premièrement, en **orientant une partie de l'aide au développement**, directement ou par l'intermédiaire d'organisations internationales. Une première initiative a été prise par la Commission européenne le 22 avril 2020, adoptant une proposition permettant d'octroyer 3 mrd€ d'assistance macrofinancière (AMF) à dix pays partenaires de l'élargissement et du voisinage. Ces fonds seront « mis à la disposition des pays bénéficiaires pendant douze mois sous forme de prêts accordés à des conditions très favorables ». Parmi les pays figurent la Tunisie (600 millions d'euros) et la Jordanie (200 millions d'euros). Ce premier pas louable devra être suivi par d'autres mesures d'appui, en collaboration avec les autres bailleurs, pour que les pays de la région puissent consolider leur stabilité macroéconomique.

- Deuxièmement, en engageant un effort diplomatique concerté, **pour élaborer des stratégies de coopération dans la santé et dans tous secteurs clés pour faire face aux répercussions**, se servant comme base du Partenariat euro-méditerranéen et de l'Union pour la Méditerranée (UpM) qui suit déjà de près les développements, en évalue les répercussions par secteur et contribue à la protection des populations [17]. On notera que, dans le cadre de l'économie bleue, plus de 100 experts et représentants d'organisations internationales ont participé à la consultation en ligne de l'UpM, formulant près de 350 recommandations dans des secteurs tels que **la gouvernance, le tourisme, les énergies renouvelables et les emplois bleus** [18]. Aussi, dans le

COVID-19 MED BRIEFS

cadre de ses initiatives civiles et sociales, l'UpM a participé à un dialogue avec les maires de l'UE et d'autres autorités des défis posés par la pandémie [19]. Elle a également contribué dans le domaine éducatif, au sujet de **la transformation numérique de l'enseignement et de la formation** post Covid-19 [20]. Ce type d'initiatives régionales mérite d'être renforcé, car il permet d'aider les pays à relever conjointement les défis posés.

- Troisièmement, en **appuyant financièrement et techniquement des travaux et initiatives de recherche socio-économique** sur les secteurs identifiés ci-dessus. Cela permettrait d'identifier i. ce qui est fait (et doit être fait) pour limiter les impacts économiques et sociaux dans la région et ii. sur l'après Covid-19 de la région UE-Med. Cette recherche offrirait une réflexion sur les meilleures pratiques pour atténuer la propagation, mais aussi sur comment coordonner **les mesures fiscales, stimuler le commerce et les investissements**.

L'objectif de ce Policy Brief était de donner le ton et d'ouvrir la voie pour davantage d'analyses thématiques et de prescriptions, soulignant le rôle clé de la coopération en Méditerranée. Les différentes questions liées au Covid-19 dans la région pourront être explorées tout au long de cette série de Med Briefs, produite conjointement par le CMI et FEMISE.

Notes

1. Au 12 Mai : <https://www.worldometers.info/coronavirus/>
2. Econostrum (2020), Mohammad Abu-Zaineh : « l'impact économique de la crise Covid-19 risque de faire encore plus de victimes que le virus lui-même dans les pays méditerranéens », 24 Mars. Disponible à : https://www.econostrum.info/Mohammad-Abu-Zaineh-l-impact-economique-de-la-crise-Covid-19-risque-de-faire-encore-plus-de-victimes-que-le-virus-lui_a26634.html
3. id.
4. Disponible à : <https://www.refugeesinternational.org/reports/2020/3/29/covid-19-and-the-displaced-addressing-the-threat-of-the-novel-coronavirus-in-humanitarian-emergencies#The-Middle-East>
5. <https://www.thenewhumanitarian.org/feature/2020/04/21/Lebanon-coronavirus-refugee-healthcare>
6. Gatti, Roberta, Diego F. Angel-Urdinola, Joana Silva, and Andrés Bodor. 2014. Striving for Better Jobs: The Challenge of Informality in the Middle East and North Africa. Directions in Development. Washington, DC: World Bank.
7. <https://www.arabstates.undp.org/content/rbas/en/home/coronavirus.html>
8. https://www.ilboursa.com/marches/coronavirus-comment-eviter-a-la-tunisie-un-chaos-social-_21581
9. Financial Times (2020), Arab world's middle-income nations face tough coronavirus choices <https://www.ft.com/content/13f690dd-ce12-4c20-a158-630911befb53>
10. Andy Sumner, Chris Hoy and Eduardo Ortiz-Juarez (2020), « Estimates of the impact of COVID-19 on global poverty », WIDER Working Paper 2020/43, UNU-WIDER (2020), disponible à : <https://www.wider.unu.edu/sites/default/files/Publications/Working-paper/PDF/wp2020-43.pdf>
11. <https://www.challenges.tn/maghreb/maroc-bank-al-maghrib-triple-la-capacite-de-refinancement-des-banques-pour-soutenir-l-economie/>
12. <https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2020/04/02/egypt-world-bank-provides-us79-million-in-support-of-coronavirus-covid-19-emergency-response>
13. <https://www.thenational.ae/business/economy/jordan-agrees-400m-loan-from-imf-1.1015383>
14. Ecorys, CASE and FEMISE (2020), Ex-post Evaluation of the impact of trade chapters of the Euro-Mediterranean Association Agreements with six partners: Algeria, Egypt, Jordan, Lebanon, Morocco and Tunisia, Interim Technical Report, March 2020, disponible à : <https://www.fta-evaluation.com/eu-mediterranean/2020/04/02/publication-of-interim-report/>
15. Patricia Augier et Charlotte François (2019), « Économie numérique dans les pays méditerranéens. Défis socio-économiques et potentiels de convergence », Annuaire IEMed. de la Méditerranée 2019, IEMed. Disponible à : https://www.iemed.org/observatori/arees-danali/arxiu-adjunts/anuari/med.2019/Economie__numerique_pays_mediterraneens_patricia_augier_IEMed_AnnuaireMed2019_fr.pdf
16. Constantin Tsakas et Karine Moukaddem (2019), "Comment l'entrepreneuriat social peut-il contribuer à développer le secteur privé et appuyer la croissance et l'emploi dans les PM ?", chapitre 4 du Rapport FEMISE 2019 : Principaux dysfonctionnements et Opportunités de l'entrepreneuriat social", Juin. Disponible à : <http://www.femise.org/slideshow/rapport-femise-euromed-2019-le-secteur-prive-dans-les-pays-mediterraneens-principaux-dysfonctionnements-et-opportunités-de-l'entrepreneuriat-social/>
17. <https://ufmsecretariat.org/fr/consequences-economiques-covid/>
18. <https://ufmsecretariat.org/fr/call-blue-economy/>
19. <https://ufmsecretariat.org/fr/local-regional-authorities-forefront-covid-19/>
20. <https://ufmsecretariat.org/fr/emuni-innovative-actions-covid/>

* *L'auteur remercie Patricia Augier, Maryse Louis, Blanca Moreno-Dodson et Sami Mouley pour leurs commentaires et suggestions.*



CENTER for MEDITERRANEAN
INTEGRATION | CENTRE pour
l'INTEGRATION en MÉDITERRANÉE
مركز التكامل المتوسطي

FEMISE

CMCI

2, rue Henri Barbusse
13241 Marseille Cedex 01
Téléphone : (33) 04 91 31 51 95
Fax : (33) 04 91 31 50 38
www.femise.org
Twitter: @femisenetwork

Center for Mediterranean Integration (CMI)

2bis Boulevard Euromediterranée
Quai d'Arenc, 13002
Marseille
Téléphone : (33) 04 91 99 24 89
www.cmimarseille.org
Twitter: @cmimarseille

This Policy Brief is produced as part of the series of Policy Briefs on « Responding to the Challenges of COVID-19 in the Mediterranean » that is undertaken in partnership between FEMISE and the Center for Mediterranean Integration (CMI).

Ce Policy Brief est produit dans le cadre de la série de Policy Briefs « Répondre aux défis du COVID-19 en Méditerranée » qui est réalisée en partenariat entre le FEMISE et le Centre pour l'Intégration Méditerranéenne (CMI).